

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 30/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France

16, place de l'Iris
Tour CB 21
Paris la Défense
92400 Courbevoie

Références : IC-R/336/25-AL/SL
Code AIOT : 0005106546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt-Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets.

Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	PC 5 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.III	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	PC 7 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V	Demande d'action corrective	3 mois
9	PC 9 : Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : Gestion des biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I	Sans objet
2	PC 2 : Gestion des biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.II	Sans objet
3	PC 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.I	Sans objet
4	PC 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.II	Sans objet
6	PC 6 :	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	article 21.IV	
8	PC 8 : Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15 juillet 2025 a porté sur la thématique "gestion du captage du méthane en ISDND".

Le site dispose d'un dispositif de collecte des effluents gazeux. La cartographie des émissions diffuses de 2024 a mis en avant des actions à réaliser. L'exploitant a réalisé les actions demandées. Cependant, la visite d'inspection a mis en avant une non-conformité portant sur le pourcentage de matériaux de couverture déclaré sous GERE pour 2024 qui n'est pas conforme avec ce qui est prescrit par l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour sa déclaration sous GERE.

Aussi, il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence le temps de fonctionnement de la torchère qui n'est pas le même dans la déclaration GERE 2024 et dans le rapport annuel d'activité de 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Gestion des biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I
Thème(s) : Actions régionales, Collecte des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
Constats :

Le site compte 199 puits de captage de biogaz interconnectés par un réseau relié à une torchère et à une unité de valorisation électrique.

L'exploitant a présenté un plan des réseaux biogaz de son site daté du 17 janvier 2025.

L'exploitant n'a pas présenté son dossier de demande d'autorisation. Il ajoute que ce dernier ne doit pas comprendre de dimensionnement du dispositif de collecte des effluents gazeux.

Il mentionne que les principes de dimensionnement sont les suivants :

- règle interne Suez pour l'implantation des puits (fiche technique "captage du biogaz - puits forés" mis à jour le 3 juin 2015) ;
- utilisation d'un abaque pour le dimensionnement du réseau.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz. L'exploitant a présenté son reporting technique du biogaz où la quantité totale de biogaz est relevée mensuellement.

Les mesures prises pour améliorer le taux de captage des biogaz et prévenir au maximum les émissions diffuses sont reprises au PC n°3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : Gestion des biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.II

Thème(s) : Actions régionales, Equipements de traitement du biogaz (valorisation et élimination)

Prescription contrôlée :

II. - Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21.

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.

A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

Lorsque le biogaz est utilisé dans des véhicules en tant que carburant de substitution ou réinjecté dans le réseau de distribution de gaz, le biogaz est épuré selon les normes en vigueur. Les effluents gazeux issus de l'épuration, s'ils contiennent plus de 5 % de méthane, subissent une oxydation préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le dispositif de mesure du volume de biogaz valorisé était situé au sein du process du moteur de valorisation électrique. Il a été possible d'y accéder et d'aller constater la présence d'un point de prélèvement du biogaz muni d'un obturateur en amont de ce compteur.

<p>Concernant la torchère, l'exploitant a montré la présence d'un dispositif de mesure du biogaz éliminé. Il a été constaté la présence d'un point de prélèvement en amont de ce dispositif. La température des gaz de combustion est affichée dans une armoire près de la torchère. De plus, le suivi de l'ensemble de ces paramètres est possible à distance via la supervision du site.</p> <p>Le biogaz produit est soit valorisé, soit torché.</p> <p>L'exploitant a présenté son registre de traçabilité des mesures relevées (Reporting technique biogaz 2025). Ce registre permet de suivre mensuellement le volume de biogaz valorisé et le volume de biogaz torché.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PC 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.I</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Contrôle mensuel de fonctionnement du réseau de collecte du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne réaliser, en interne, une prise d'échantillon mensuelle du biogaz. Les techniciens réalisant l'analyse disposent de leur propre appareil de type GEM 5000. Ces derniers permettent de mesurer les paramètres suivants : CH₄, O₂, CO₂, H₂S, CO et H₂.</p> <p>L'exploitant a présenté le logiciel utilisé (Ice BRG) pour le suivi des analyses mensuelles.</p> <p>La dernière prise d'échantillon s'est déroulée les 24 et 25 juin 2025.</p> <p>Il y est mentionné les pourcentages en O₂, en CO₂ et en CH₄.</p> <p>Il y est également mentionné la concentration en CO, H₂S et H₂ en ppm.</p> <p>Le site est en dépression permanente. Cela est vérifié à chaque contrôle de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant ajoute que la production de biogaz augmente légèrement pour atteindre bientôt un pic dans les prochains mois. Il ajoute que le volume de production deviendra stable par la suite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : PC 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.II
Thème(s) : Actions régionales, Contrôle des installations de valorisation et d'élimination du biogaz
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.
Constats : Pour la partie valorisation, l'exploitant a un contrat de maintenance avec la société Clarke Energy France. L'exploitant précise que la société Clarke Energy France réalise une maintenance toutes les 2 000 h de fonctionnement et une maintenance majeure toutes les 20 000 h. Il a présenté le dernier rapport d'intervention des 54 000 H du 29 avril 2025. Les observations relevées sont corrigées le jour du contrôle. Pour la partie torchère, l'exploitant réalise une maintenance semestrielle en interne. La dernière fiche de maintenance du 5 mai 2025 a été présentée. La liste des opérations à réaliser en période de fonctionnement et à l'arrêt est indiquée. Il est inscrit que tout est conforme. L'exploitant indique également qu'un contrôle "auditif et visuel" est réalisé lors de chaque arrêt mensuel. Dans son registre "reporting technique biogaz 2025", l'exploitant suit mensuellement les paramètres suivants : temps de fonctionnement, volume de gaz valorisé et torché. Le rapport annuel 2024 fait état d'un contrôle des rejets atmosphériques de la torchère et du moteur de valorisation réalisé par la société APAVE le 11/04/2024 et le 24/01/2025 reprend les résultats et se positionne sur leur conformité aux seuils réglementaires. Le rapport de la société APAVE est annexé au rapport annuel. Pour ce qui concerne la torchère, le rapport ne rend pas compte de mesures au regard des émissions de Poussières et en H2S, pour lesquelles des valeurs limites sont prescrites par l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020, en plus des valeurs limites prescrites par l'arrêté

ministériel du 15/02/2016.

Observation n°1 : L'exploitant veillera à compléter le cahier des charges du prestataire en charge du contrôle externe afin que son contrôle permette de se positionner sur l'ensemble des paramètres objet de valeurs limites réglementées pour la torchère exploitée à Liancourt-Saint-Pierre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC 5 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.III

Thème(s) : Actions régionales, Contrôle externe torchères

Prescription contrôlée :

III. - Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Constats :

L'inspection rappelle qu'à l'arrêté ministériel du 15 février 2016, vient s'ajouter l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020. Lorsque des textes réglementaires portent sur un même sujet, la prescription la plus contraignante prévaut. En plus des paramètres réglementés par l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 réglemente les paramètres suivants : NO₂ (525 mg/Nm³), COVnm (50 mg/Nm³), poussières (150 mg/Nm³) et H₂S (5mg/Nm³).

La déclaration GERE[®] des activités 2024 fait état de 710 heures de fonctionnement pour la torchère.

L'exploitant ajoute que la torchère a fonctionné 280 heures depuis le début de l'année 2025.

L'exploitant a présenté le dernier contrôle annuel des émissions de la torchère (rapport du 15 mai 2024). Les analyses ont été réalisées par la société APAVE du 10 au 11 avril 2024. Les concentrations relevées en SO₂ et CO sont conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Le rapport APAVE rend compte également des résultats de mesures sur les paramètres NO₂ et

COVnm et les confronte avec les seuils fixés par l'arrêté préfectoral du 13/10/2020, mais ce rapport ne rend pas compte de mesures au regard des émissions de Poussières et H2S (Cf **Observation n°1** au PC3).

L'exploitant a transmis par mail du 18 juillet 2025 un devis (daté de la même date) de la société APAVE concernant un contrôle des rejets atmosphériques du moteur et de la torchère. L'exploitant a mentionné vouloir réaliser ce contrôle courant septembre.

Le rapport annuel 2024 rend compte du contrôle réalisé par la Société APAVE en 2024. Il est également mentionné un temps de fonctionnement pour la torchère de 657 heures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 : le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz présenté dans le rapport annuel d'activité 2024 (657 h) n'est pas cohérent avec les données déclarés sous GEREP (710 h). Il est attendu des précisions sur ce point sous 15 jours (mise à jour du rapport annuel et/ou révision de la déclaration GEREP).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : PC 6 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV

Thème(s) : Actions régionales, Cartographie des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

L'exploitant a présenté la dernière cartographie des émissions diffuses de méthane. Cette

dernière a été réalisée par la société CLD Conseil les 16 et 17 décembre 2024. L'exploitant a présenté le plan daté du 27 décembre 2024 concernant cette cartographie. Il y est mentionné : perforation membrane, collier de serrage oxydée, tube non connecté, serrage cerclage, puits non connectés, étanchéité membrane, étanchéité tête de brin, étanchéité connexion câble, puits mixte.

L'exploitant conclut qu'il n'y a pas de défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz.

Par courrier du 17 avril 2025, l'exploitant avait mentionné que cette cartographie a permis de mettre en évidence la bonne gestion générale du captage de biogaz du site mais soulignait également la présence de défaut mineurs nécessitant des actions correctives.

- Concernant les colliers de serrage, cerclage de puits et tubes déboîtés : les colliers de serrage ont été resserrés et remplacés lorsque ceux-ci le nécessitaient. Les joints absents des colliers de cerclage ont été repositionnés. Les bouchons de prises d'échantillon ont été resserrés et/ou remplacés lorsque cela le nécessitait ;
- Concernant les réparations des prises d'échantillon cassées, connexion de puits mixtes, tubes PeHd sectionnés : les connexions des puits mixtes, qui étaient en projet après réaménagement provisoire, ont été réalisées. Les réparations des conduites sectionnées ont été également réalisées. La tête de puits concernée par un défaut d'étanchéité connexion câble est devenue obsolète depuis le dévoiement du collecteur 315 mm. Cette tête de puits a été condamnée.
- Concernant l'étanchéité de la couverture non membranée et regards béton : la couverture argileuse de LSP1 est naturellement imparfaite, néanmoins des patchs de bentonite ont été disposés afin de renforcer la couverture. Les regards bétons cassés ont été remplacés. Les ravines naissantes sur le talus coté route LSP3 ont été reprises. Les ancrages de membrane ont fait l'objet de mouvement de terrain mais restent étanches. L'étanchéité provisoire des casiers 8 et 9 ont fait l'objet de renforcement avec des matériaux de couverture argileux. Les problèmes d'étanchéité de remontées membrane autour des puits de captage (laissés libre de mouvement pour absorber les tassements différentiels) ont été renforcés à l'aide de bentonite malaxée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC 7 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V

Thème(s) : Actions régionales, Programme de détection et de réparation des fuites

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a formalisé un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives. Il a présenté une fiche technique sur le traitement des anomalies "réseaux biogaz" du 25 mai 2020.

L'exploitant déclare que :

- l'O₂ est suivi en continu. Une fuite pourrait être à l'origine d'un pic d'O₂ ;
- l'ensemble du réseau est inspecté une fois par mois (cf PC n°3).

Non conformité n°1 : L'exploitant ajoute que s'il y a des fuites détectées et des réparations associées, cela n'est pas formalisé. Ceci constitue une non-conformité à l'article 21.V qui dispose que "Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées." (Demande d'action corrective n°1)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant assurera la traçabilité dans un registre dédié des fuites de biogaz détectées dans le cadre du programme de détection prévu à l'article 21.V ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées avec l'échéancier associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : PC 8 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.I

Thème(s) : Actions régionales, Surface de la zone en cours d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m²

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le dernier levé topographique a été fait en janvier 2025. Ce plan est en annexe du rapport annuel 2024.

Un relevé topographique est réalisé semestriellement.

L'exploitant mentionne que le casier en cours d'exploitation est le casier n°10 et que la surface d'exploitation est d'environ 3000/4000 m².

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC 9 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I

Thème(s) : Actions régionales, Déclaration des émissions

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à sa déclaration GERE pour l'année 2024.</p> <p>Il s'avère que l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 ne prévoit pas plus de 10% en matériaux de couverture (cf article 1.2.4 : tonnage annuel max : 150 000 tonnes de déchets auxquelles s'ajoutent 10% de matériau de recouvrement (terres polluées) soit un tonnage annuel moyen de 165 000 tonnes).</p> <p>La déclaration GERE ne devrait donc pas rendre compte de plus de 15 000 tonnes utilisées en matériaux de couverture (R5) soit 10% de la capacité de 150 000 tonnes.</p> <p>Or l'exploitant déclare 30 153,64 tonnes en R5.</p> <p>La différence enfouie en casier devrait donc être déclarée en code D5 (30 153,64 - 15 000 tonnes), soit 15 153,63 tonnes.</p> <p>Le rapport annuel 2024 est cohérent avec la déclaration GERE (30 153,64 tonnes).</p> <p>Non-conformité n°2 : l'exploitant a déclaré 30 153,64 tonnes de matériaux de couverture sur GERE. Or l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 ne prévoit pas plus de 10% en matériaux de couverture, soit 15 000 tonnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°2: l'exploitant devra mettre à jour sa déclaration GERE compte tenu du cadre réglementaire en vigueur sur le site sous 15 jours. Pour 2025, l'exploitant pourra, le cas échéant, demander la modification de ses conditions d'exploitation en matière de quantité maximale autorisée en matériaux de recouvrement avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>